

Les créations d'emplois s'envolent en 2019 mais devraient chuter lourdement en 2020

Au ministère du Travail, on craint un arrêt net des recrutements des entreprises à cause du coronavirus.

WILLIAM PLUMMER
@plummerwilliam

SOCIAL En ces temps de chaos liés à l'épidémie de coronavirus, c'est un résultat qui devrait mettre un peu de baume au cœur au gouvernement. Selon les chiffres publiés par l'Insee, les entreprises françaises ont créé 263 100 emplois en 2019, soit 100 000 peu ou prou de plus que sur l'ensemble de 2018. En ajoutant les 24 400 nouveaux postes dans le public (la tendance était à la baisse les années précédentes), la France a ainsi créé pas moins de 287 600 emplois l'an passé.

C'est certes moins que l'année 2017 et ses 335 600 postes créés en 12 mois tous secteurs confondus mais les 90 800 nouveaux emplois apparus sur les trois derniers mois de 2019 portent à 19 le nombre de trimestres d'affilée dans le vert de l'emploi salarié. Depuis le 2e trimestre 2015, plus de 1,1 million d'emplois ont ainsi été créés en France. « Compte tenu de l'ampleur de la baisse du chômage enregistré

en 2019, il était logique de s'attendre à des créations d'emplois importantes », estime Emmanuel Jessua, le directeur des études de Rexecode, institut de conjoncture libéral.

En effet, le taux de chômage a baissé de 0,5 point au 4e trimestre 2019, pour s'établir à 8,1% de la population active et ainsi atteindre son plus bas niveau depuis fin 2008. Et ce malgré une croissance en net repli par rapport aux deux années précédentes : la progression du PIB est en effet passée de 2,4% en 2017 à 1,7% en 2018 pour finir, selon la dernière prévision de l'Insee, à un petit 1,3%. « On a clairement en 2019 un enrichissement de la croissance en emplois. Mais si cette situation se poursuit, cela peut devenir problématique car à moyen et à long terme la source de la croissance vient de la capacité à extraire des gains de productivité », explique Emmanuel Jessua.

Dans le détail, c'est toujours les services marchands (le tertiaire) qui tirent les créations d'emplois vers le haut, avec 201 000 créations nettes enregistrées en 2019,

soit un chiffre bien supérieur à celui de 2018 (+126 000). Sur le 4e trimestre 2019, ce secteur comptabilise à lui seul 68 600 nouveaux postes, soit les trois quarts des emplois créés sur la période. L'emploi salarié dans les services non marchands progresse quant à lui légèrement, avec 27 700 créations en 2019. La construction enregistre pour sa part « sa plus forte hausse annuelle depuis 2007 », relève l'Insee. Le secteur a connu sur l'année écoulée 45 000 créations de postes.

Chômage partiel

Le secteur intérimaire - souvent considéré comme un indicateur avancé de la situation sur le marché de l'emploi - marque une nouvelle fois un léger repli. Sur l'ensemble de l'année, 2700 emplois intérimaires ont été détruits, dont 1900 au dernier trimestre qui a été marqué tout le mois de décembre par le mouvement de grève et de mobilisation contre la réforme des retraites. « Cette diminution du recours à l'intérim signifie qu'il y a des

287 600
emplois

créés en 2019
contre 158 100 en 2018,
mais 335 600 en 2017,
et portant à plus
de 1,1 million le nombre
de nouveaux postes
enregistrés
dans l'économie
depuis début 2015

conditions de travail et des contrats plus pérennes, ce qui est positif. Le problème est qu'elle excède les créations d'emplois directs dans l'industrie. L'emploi industriel total baisse donc en 2019 », décrypte le directeur des études de Rexecode.

Reste que ces bons résultats risquent d'être balayés par la crise du coronavirus. « L'épidémie aura un impact sévère sur l'économie française, qui se chiffrera en plusieurs dixièmes de points de PIB durant l'année 2020 », a déjà prévenu lundi Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie.

« Une croissance nulle voire légèrement négative n'est pas à exclure pour les deux prochains trimestres. L'effet sur l'emploi dépendra de la résilience des entreprises face à ce choc et du recours à l'activité partielle. Il faudra de toute façon s'attendre à un probable ralentissement des investissements dans les mois à venir », décrypte Emmanuel Jessua. « Il va y avoir une chute d'activité mais l'emploi ne va pas s'ajuster aussi vite », prédit quant à lui Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE.

Au ministère du Travail, on craint toutefois le pire, et notamment le coup d'arrêt aux recrutements des entreprises. « On avait bien remonté la pente, levé la peur de l'embauche des patrons et commencé à travailler sur l'aspect compétences qui fait tant défaut », fait-on valoir dans l'entourage de Muriel Pénicaud. Mais c'était avant que le coronavirus emporte tout. Pour l'heure, il faut parer au plus pressé et limiter tant les destructions d'emploi liées aux baisses d'activité que les défaillances.

« On ne laissera pas tomber les entreprises », répète-t-on en boucle rue de Grenelle. Plusieurs secteurs sont touchés : hôtellerie, restauration, événementiel... et l'attention cible les TPE et les PME. Muriel Pénicaud a d'ailleurs déjà musclé le dispositif d'activité partielle (dit chômage technique) pour les entreprises de moins de 250 salariés (voir notre édition du 10 mars) et promet de continuer à adapter le dispositif pour éviter un effondrement. ■

» Le discret renouveau des emplois industriels
www.lefigaro.fr/economie

LES GAGNANTS ET LES PERDANTS DE DOUZE ANS D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LES TERRITOIRES

La cellule Figdata a analysé les chiffres de l'emploi publiés par l'Acos dans les 365 bassins d'emplois de l'Hexagone, des données basées sur le nombre de postes occupés déclarés par les entreprises du secteur privé entre janvier 2007 et décembre 2018. Les résultats confirment la fracture entre les territoires dynamiques (le fameux croissant de lune nord-ouest/sud-est) et des régions désindustrialisées qui peinent à rebondir et perdent leurs habitants (Nord, Est et Centre). En douze ans, certains secteurs d'activité traditionnels (transports, industrie auto...) ont vu leurs effectifs baisser au profit notamment des services à la personne et de la restauration rapide. Panorama des gagnants et des perdants de la période. A.-H.P.



VITRÉ

Dans la banlieue de Rennes, le bassin d'emploi de Vitré fait office de champion, avec son taux de chômage inférieur à 5% depuis plusieurs années. Le nombre de salariés y a crû de 18% en une décennie et les besoins de recrutements dépassent la barre des 3 000 par an. Les secteurs de l'agroalimentaire (abattoirs) et de l'électronique (Thales, Oberthur...) restent les plus gros pourvoyeurs de postes du bassin.

Les 5 bassins qui ont le plus créé d'emplois en 12 ans

- LA TARENTEAISE: +20,2% (à 51786 emplois)
- TOULOUSE: +18,2% (à 479 573 emplois)
- VITRÉ: +17,9% (à 18 868 emplois)
- NANTES: +16,6% (à 369 151 emplois)
- BORDEAUX: +16% (à 402 321 emplois)



VIERZON

Carrefour ferroviaire et routier situé dans le département du Cher, Vierzon ne parvient pas à tirer profit de sa situation logistique. Entre 2008 et 2018, le bassin a perdu près de 20% de ses salariés. L'agglomération, qui pâtit de son image industrielle déclinante, continue à perdre des habitants. Depuis le début des années 1990, plusieurs grosses entreprises ont fermé et le taux de chômage du bassin atteint 12,8% de la population active.

Les 5 bassins qui ont le plus détruit d'emplois en 12 ans

- NEMOURS: -19,5% (à 8 594 emplois)
- VIERZON: -19,3% (à 8 551 emplois)
- CHÂTILLON: -19% (à 2 698 emplois)
- SAINT-DIÉ-DES-VOSGES: -18,4% (à 17 160 emplois)
- AUTUN: -18% (à 6 198 emplois)



ACCUEIL DES ENFANTS

Les effectifs du secteur de l'accueil de la petite enfance ont bondi de près de 135% depuis 2006. Et avec 49% des besoins de garde d'enfants non couverts à ce jour, les crèches et les structures de service à la personne se préparent à recruter encore davantage dans les prochaines années. La démographie toujours positive mais aussi la mise en place d'aides financières et de crédits d'impôt ont boosté le secteur depuis quinze ans.

Les 5 activités les plus porteuses

- ACTIVITÉS DES TRANSPORTS DE PERSONNES, DE FRET OU D'ANIMAUX: +206,8% (à 81586 emplois)
- ACCUEIL DE JEUNES ENFANTS: +134,7% (à 97 478 emplois)
- PROGRAMMATION INFORMATIQUE: +89,7% (à 74 455 emplois)
- RESTAURATION RAPIDE: +71% (à 236 026 emplois)
- ACTIVITÉS DE CONSEIL: +39,9% (à 195 942 emplois)

Les 5 activités les plus en retrait

- BAILLEURS COMMERCIAUX ET AGRICOLES: -48,4% (à 23 921 emplois)
- TRANSPORTS FERROVIAIRES: -42,1% (à 101 220 emplois)
- IMPRIMERIE (livres et périodiques): -36,1% (à 38 854 emplois)
- CONSTRUCTION AUTOMOBILE: -33,4% (à 95 426 emplois)
- TÉLÉCOMMUNICATION FILAIRE: -29% (à 87 057 emplois)



TRANSPORTS FERROVIAIRES

En pleine mutation, le secteur du transport ferroviaire interurbain a perdu 42% de ses effectifs depuis 2007. L'activité, qui n'englobe pas les emplois dans les gares, a supprimé des postes du fait des départs à la retraite non remplacés. La SNCF souligne aussi la forte digitalisation de certains métiers et le développement du télédiagnostic et de la maintenance prédictive. La réduction des effectifs devrait se poursuivre en 2020, mais à un rythme beaucoup moins soutenu.